

# Faire de la mondialisation son cheval de bataille pour sortir de la pauvreté

Jacques Poulaille

## 1. INTRODUCTION

Dans un monde en profonde mutation structurelle où la mondialisation des marchés de biens et services, à travers les entreprises multinationales, les banques et les organismes multilatéraux de contrôle tels que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), etc., impose sa conception du libre-échange comme un fait incontournable et transforme la planète en un village global, faire face aujourd'hui aux défis de la compétitivité décuplée par la mondialisation relève d'une prouesse sans précédent. En effet, l'environnement économique mondial est devenu de plus en plus féroce, chaque pays, chaque région ou chaque entreprise doit tenter d'acquiescer une position dominante qui lui permette de se démarquer, c'est-à-dire là où il soit relativement le meilleur [1]. Cette position constituera un avantage concurrentiel qui est l'essence même de la compétitivité d'une nation.

L'objectif de ce texte est de démontrer, au moyen d'exemples, que la mondialisation peut être une force irréversible pour sortir une nation de la pauvreté<sup>1</sup>, si elle est encadrée par des politiques cohérentes. En effet, nous allons présenter la mondialisation sous un angle qui permettra de voir la nécessité d'intégrer le libéralisme économique, en nous appuyant sur la réussite de plusieurs pays en voie de développement, dans la mesure où les choix stratégiques des gouvernements coïncident avec l'ouver-

ture des frontières au commerce international, les politiques de l'investissement direct étranger (IDE) et l'évolution de l'économie nationale. Pour ce faire, nous allons essayer, dans un premier temps, de camper les deux courants de pensée, à savoir le point de vue des antimondialistes qui ne cessent de réclamer un État protectionniste et celui des défenseurs du libre-échange, qui font la promotion de l'ouverture des frontières. Dans un second temps, nous allons démontrer, à partir des études fondées sur les faits et tendances observés, que la mondialisation est une force irréversible de progrès social. Ensuite, nous analyserons la transformation que les pressions de la mondialisation font peser sur les nations, les banques et les entreprises multinationales, en passant par l'attrait du pays pour les investissements directs étrangers jusqu'au capital humain, pour répondre aux enjeux liés à la nouvelle économie fondée sur le savoir, comme composante d'un avantage comparatif. Finalement, nous fournirons les outils nécessaires permettant de se servir de la mondialisation pour transformer les incertitudes en opportunités, dans le but d'atteindre l'objectif, qui est de sortir de la pauvreté tout en augmentant la productivité locale et en réduisant les inégalités sociales.

## 2. PEUT-ON MAÎTRISER LA MONDIALISATION ?

La crise financière et économique mondiale de 2008, qui n'en finit pas de répandre ses méfaits, est la goutte qui a fait déborder le vase de la mondialisation. Effectivement, que ce soit en Europe, en Amérique ou en Afrique, de plus en plus de groupes antimondialistes s'érigent en défenseurs pour réclamer un État protecteur du bien commun. Dans le rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, présidée par deux chefs d'État, Tarja Halonen, de la République ►

1. Entendons-nous bien que la pauvreté ne se résume pas seulement à une question de revenu et de richesse, mais aussi d'accès à la sécurité, de respect d'autrui, d'exercice d'une activité valorisante et de développement personnel (Wikipédia). Selon Brian Keeley, la pauvreté peut s'exprimer par un manque de ressources en matière d'éducation, des soins de santé de base et de relations sociales qui handicapent la réussite économique (Keeley, 2007).

de Finlande, et Benjamin William Mkapa, de la République-Unie de Tanzanie, il est mentionné que :

« Nous avons été guidés par le souci de faire de la mondialisation une force au service de tous, dans tous les pays... L'avenir de nos pays et le destin de notre planète exigent de nous tous que nous repensions ce phénomène... Le débat public sur la mondialisation est dans l'impasse. L'opinion demeure prisonnière de certitudes idéologiques et est divisée par toutes sortes d'intérêts. La volonté de parvenir à un consensus est faible. Des négociations internationales d'importance capitale sont bloquées et, dans une large mesure, les engagements internationaux en faveur du développement ne sont pas respectés... Même dans les pays dont l'économie est florissante, certains travailleurs et certaines collectivités ont souffert de la mondialisation... Ils sont plus nombreux que jamais ceux qui voudraient monter dans le train de la mondialisation, mais ils veulent savoir où il va et s'assurer qu'il ne perdra pas le contrôle de sa vitesse<sup>2</sup>. »

Ce malaise face à la mauvaise performance économique des pays occidentaux laisse entrevoir une certaine inquiétude, voire des réticences, qui appelle à la prudence et à la protection. Dans le rapport des Nations-Unies, sous-titré *L'économie mondiale au bord d'une nouvelle récession majeure*, il est noté : « L'économie mondiale pourrait entrer dans une nouvelle récession majeure. L'activité économique a déjà ralenti considérablement en 2011 et une croissance anémique est attendue en 2012 et 2013<sup>3</sup>. » Dans ce même ordre d'idées, les thèmes qui ont été débattus au Forum économique mondial de Davos 2012, l'endroit où se réunissent les personnalités les plus influentes de la planète, en disent long sur l'inquiétude des organisateurs : « Le capitalisme du XX<sup>e</sup> siècle est-il en train de flouer la société du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>? » Sophie Meunier a souligné, dans le rapport de l'Institut de l'entreprise, que « même la dernière campagne électorale des États-Unis flirte avec des thèmes protectionnistes dans l'aile droite du Parti républicain (Tea Party) et le président Obama fait de la réindustrialisation et du commerce équitable des thèmes phares de son effort de réélection<sup>5</sup> ». Cette peur de perdre le contrôle de la mondialisation continue de hanter l'Occident, qui observe avec impuissance sa désindustrialisation progressive. Effectivement, dans le rapport des Nations Unies cité plus haut, il est mentionné que la situation des États-Unis est très préoccupante : ils font face à un chômage élevé, à un niveau de confiance des ménages et des entreprises à son plus bas ainsi qu'à la fragilité du secteur bancaire. « Aux États-Unis, la crise du marché du travail a atteint des niveaux jamais vus depuis

la Grande Dépression. Près de 23 millions de personnes, soit environ 15 % de la population active, sont en chômage total ou partiel, y compris les travailleurs à temps partiel forcé, les inactifs en lien potentiel avec le marché du travail et les travailleurs découragés<sup>6</sup>. » Nombreux sont ceux qui croient que la mondialisation est responsable des conséquences néfastes de l'industrialisation et la qualifient même de fléau, de mal du siècle. « En France, en Grande-Bretagne, des régions industrielles qui jusqu'alors étaient d'importants bassins d'emplois ont été sinistrées de manière dramatique : fermeture des centres de production et délocalisation des activités. Sans nul doute, tant pour les pouvoirs publics que pour les acteurs sociaux, la mondialisation est apparue davantage comme un facteur de risque que comme un facteur d'opportunité<sup>7</sup>. » Les chiffres présentés par *L'Observateur de l'OCDE* concernant les pertes d'emplois dans l'industrie manufacturière confirment la désindustrialisation de l'Occident. En effet, le Royaume-Uni accuse une perte de 25 % d'emplois entre 2000 et 2008, les États-Unis, de 20 % et l'Allemagne, de 5 %, conséquences de suppressions de postes, de fermetures d'entreprises ou de délocalisations. Pourtant, en Chine, durant la même période, plus de 30 millions d'emplois ont été créés dans l'industrie manufacturière [2].

Aujourd'hui, la tentation est grande de recourir au protectionnisme. Certains disent même que la tendance récente est inquiétante. Selon Evenett, au seul troisième trimestre de 2011, il y a eu autant de mesures protectionnistes que dans les pires périodes de 2009<sup>8</sup>. Cependant, plusieurs économistes s'accordent pour lancer une mise en garde, dont Jean-Marc Siroën, économiste et professeur à l'Université Paris-Dauphine, qui a sonné l'alarme en soulignant que le protectionnisme européen ne semble ni possible ni souhaitable au vu du contexte actuel de crise et de désindustrialisation. Pour lui, il serait préférable de maîtriser le libre-échange. Serions-nous vraiment capables de maîtriser la mondialisation ? Surtout lorsque nous apprenons, dans le rapport des Nations Unies cité plus haut, que la crise de l'emploi associée à une demande globale faible, la crise de la dette souveraine, la fragilité du secteur bancaire et financier de l'Union européenne (UE) et des États-Unis, deux économies les plus importantes du monde et profondément interdépendantes, sont susceptibles de se renforcer mutuellement et de conduire à une nouvelle récession mondiale. Sophie Meunier a affirmé, dans le rapport de l'Institut de l'entreprise cité précédemment, que l'Europe avait misé sur l'UE pour dompter la mondialisation, la façonner et la réglementer, afin d'atténuer ses effets potentiellement dévastateurs, mais c'était peine perdue. Au contraire, les pays de l'UE ont accusé tout un retard par rapport à leurs

2. Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation (2004). *Une mondialisation juste : créer des opportunités pour tous*, Organisation internationale du travail (OIT), préface p. vii ; synopsis ix, xi.

3. Nations Unies (2012). *Situation et perspectives de l'économie mondiale : Perspectives économiques mondiales pour 2012 et 2013*, Résumé, p. 1.

4. Le Monde.fr, 25 janvier 2012.

5. S. Meunier (2012). « La France face à la mondialisation : se protéger ou se projeter ? » *Les notes de l'Institut*, Institut de l'entreprise, p. 21.

6. Demetrios. G. Papademetriou, « Migrations et faible croissance », *Finances & Développement*, Fonds monétaire international, septembre 2012, vol. 49, n° 3, p. 18.

7. C. Boutin (2010). *De la mondialisation à l'universalisation : une ambition sociale*, Rapport intermédiaire au Président de la République, Paris, p. 43.

8. B. Hoekman, « Politique commerciale : bilan positif », *Finances & Développement*, Fonds monétaire international, juin 2012, vol. 49, n° 2, p. 17.

concurrents. En effet, la montée vertigineuse des chiffres provoquée par la crise de l'emploi dans l'ensemble de l'Europe est accablante. « En avril 2012, 24,7 millions de personnes dans les 27 pays de l'UE étaient au chômage, soit 8 % de plus qu'un an auparavant, et quand on prend en considération toutes les mesures de difficultés économiques, la situation devient encore plus préoccupante : 42,6 millions de travailleurs de l'UE étaient en chômage total ou partiel en 2011<sup>9</sup>. » Donc, la promesse des dirigeants français et européens faite à la fin des années 1990, à savoir que l'UE permettrait de « maîtriser » la mondialisation, n'a pas été tenue. Plus loin dans son constat, Sophie Meunier a même rappelé l'idée popularisée par Pascal Lamy, commissaire européen au commerce de 1999 à 2004 et aujourd'hui directeur général de l'OMC depuis 2005, que la construction d'une Europe forte, surtout dans sa dimension commerciale et financière, était l'instrument le plus adéquat pour maîtriser la mondialisation.

Les délocalisations d'emplois, la désindustrialisation, le chômage, la dégradation du niveau de vie sociale, la crise écologique, la migration massive, la destruction des cultures locales, le travail des enfants, etc., sont autant de défis auxquels les décideurs politiques et responsables d'entreprises doivent faire face et qui sont attribués directement à la mondialisation. Serait-elle vraiment responsable de tous ces maux qui rongent le monde ? Paul R. Krugman, Prix Nobel d'économie 2008 et défenseur acharné du libre-échange, a titré son livre, en 1998, *La mondialisation n'est pas coupable*. Suzanne Berger, professeure au Massachusetts Institute of Technology de Cambridge, a déclaré, lors d'une entrevue au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), en 2006, que la mondialisation n'est pas responsable de tous les maux économiques. Selon elle, la principale crainte publique, que ce soit aux États-Unis ou en France, c'est la disparition d'emplois au profit des nouveaux pays en développement, en particulier l'Inde et la Chine.

### 3. LA MONDIALISATION, UNE FORCE IRRÉVERSIBLE DE PROGRÈS SOCIAL

Au-delà de toute prise de position partisane pour l'un des deux courants de pensée, à savoir le point de vue des antimondialistes et celui des défenseurs du libre-échange, une analyse objective de la mondialisation dans son intégralité permet de la voir comme une arme à double tranchant. Et, dépendamment de l'utilisation qu'on en fait, elle peut être un levier de développement social et économique permettant de pallier les risques et d'en saisir les opportunités. « Au cours des 20 dernières années, l'accélération de la mondialisation s'est accompagnée, à l'échelle mondiale, d'un recul de l'extrême pauvreté. Depuis 1990, le nombre de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour a diminué d'un quart, soit de 500 millions. Entre 1990 et aujourd'hui, la proportion de personnes en dessous de ce

seuil est passée de 31 % de la population mondiale à 19 %<sup>10</sup>. » Malgré les multiples accusations, la mondialisation a favorisé le développement de beaucoup de pays, en ouvrant la voie à la libéralisation des échanges, aux exportations, à l'expansion des marchés, à l'augmentation des investissements et des flux de capitaux ainsi qu'au transfert de technologie et de savoir ; et en même temps, elle crée des opportunités immenses de croissance et de prospérité économique pour des individus, nations, régions, entreprises, secteurs ou économies. Il suffit pour s'en convaincre de prendre connaissance des divers progrès sociaux réalisés pendant les dernières décennies. « Nous reconnaissons que la mondialisation a ouvert la voie à de nombreux avantages. Elle a favorisé l'ouverture des économies et des sociétés et encouragé la libéralisation des échanges de biens, d'idées et de connaissances. Dans de nombreuses parties du monde, on a vu fleurir l'innovation, la créativité et l'esprit d'entreprise. En Asie de l'Est, la croissance a permis à plus de 200 millions de personnes de sortir de la pauvreté en une seule décennie<sup>11</sup>. » Nul ne peut contester que la mondialisation a non seulement stimulé la croissance économique, mais qu'elle a aussi contribué « à faire chuter de façon considérable le taux d'illettrisme dans la population mondiale, passant de plus de 40 % au début des années 60 à 18 % en 2010<sup>12</sup> ». N'est-il pas extraordinaire de voir comment la mondialisation permet à l'humanité de progresser, en renversant des tendances négatives qui nous paraissaient sans solutions et devant lesquelles nous étions impuissants pendant des décennies ? En effet, dans le *Rapport mondial sur le développement humain* de 1997, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a souligné que la pauvreté monétaire a régressé plus vite ces 50 dernières années que pendant les 500 années précédentes. En ce qui concerne le nombre d'enfants en âge d'être scolarisés qui n'allaient pas à l'école, en 2009, le taux de scolarisation au primaire a progressé dans les pays en développement pour s'établir à 89 %. Ceci dit, entre 1999 et 2009, ce nombre a reculé de 106 millions à 67 millions [3]. Autre fait marquant, les gens sont plus portés à sortir de leur pays. En 1950, à peine 25 millions de personnes effectuaient des voyages internationaux ; d'ici 2020, d'après les tendances, ce chiffre devrait passer à 1,6 milliard, soit une personne sur cinq qui traversera une frontière [4]. Aujourd'hui, avec la télé-densité, la population mondiale qui avoisine les sept milliards est interconnectée comme jamais dans l'histoire. En 1990, seulement 11 millions de personnes avaient un téléphone cellulaire. En 2011, il y avait 5,6 milliards de téléphones cellulaires et 1,32 milliard de téléphones fixes en utilisation dans le monde. Et, sur cette même lancée, la technologie de l'information part à la conquête du monde afin de diffuser, de sensibiliser et de faire accepter partout dans le monde les pratiques standards, allant des règles d'hygiène de base jusqu'aux activités de ►

9. Demetriou, G. Papademetriou, *op. cit.*, p. 19.

10. J.-Y. Huwart et L. Verdier (2012). *La mondialisation économique : origines et conséquences*, Les essentiels de l'OCDE, Éditions OCDE, p. 87.

11. Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, *op. cit.*, p. 3.

12. J.-Y. Huwart et L. Verdier, *op. cit.*, p. 4.

développement personnel. Enfin, pour fermer la boucle de progrès social, regardons le nombre d'internautes à travers le monde afin de comprendre que la technologie, comme l'a souligné Kishore Mahbubani, est l'un des vecteurs de cette profonde interconnectivité et que l'information circule au rythme de l'expansion tous azimuts. Selon le rapport de l'Union internationale des télécommunications (UIT), « plus d'un tiers de la population mondiale est connecté à Internet, soit 2,3 milliards d'internautes, en 2012<sup>13</sup> ». Il suffit d'imaginer « le record de vitesse battu, en 1865, par Paul Julius Reuter, fondateur de l'agence Reuters, qui a mis 11 jours par bateau pour avertir Londres de l'assassinat du président américain Abraham Lincoln<sup>14</sup> », pour se rendre compte que le monde a évolué de façon notable. Pour paraphraser Kishore Mahbubani, disons que discrètement, sans tambour ni trompette, l'humanité a franchi un remarquable jalon.

#### 4. LE CAPITAL HUMAIN

Comme on a pu le constater dans les paragraphes précédents, la mondialisation est un sujet complexe et très controversé dans sa dimension économique et financière, de par les certitudes idéologiques partisans, et ne cesse de faire couler beaucoup d'encre. Pourtant, la mondialisation n'est pas un phénomène nouveau. Sa transformation ne fait qu'intensifier les pressions sur les nations, les banques et les entreprises multinationales. En effet, il existait au II<sup>e</sup> siècle av. J.-C. une certaine forme d'interdépendance économique entre les peuples. Polybe, un historien grec de ce siècle, a livré tout un constat lorsqu'il a écrit : « Autrefois, les événements qui se déroulaient dans le monde n'étaient pas liés entre eux. Aujourd'hui, ils sont tous dépendants les uns des autres<sup>15</sup>. » Un tel témoignage permet de conclure que la mondialisation a toujours été considérée, par les non-intégrés, comme une fatalité.

De la Mésopotamie jusqu'à l'Inde, de l'Égypte des pharaons jusqu'à Pount (Érythrée), les échanges commerciaux se faisaient entre les commerçants à la recherche de nouveaux marchés. Cependant, avec les transformations profondes qu'a connues le marché du travail du modèle traditionnel de l'économie internationale, l'acquisition du savoir, sa maîtrise et les compétences dans un domaine spécifique deviennent incontournables pour rester dans cette course effrénée. En d'autres termes, la compétitivité, jadis, n'était tributaire que du facteur prix. Ces changements radicaux ont forcé les acteurs à repenser ce concept et, depuis, elle est axée sur des éléments hors prix, c'est-à-dire des produits de qualité, de fiabilité et d'une amélioration constante. Ce qui entraîne une nette augmentation des exigences, par exemple une main-d'œuvre qualifiée, instruite, motivée et flexible pour répondre aux enjeux liés à la nouvelle économie fondée sur le savoir, comme composante

d'un avantage comparatif. Devant une telle situation, les nations et les entreprises multinationales se retrouvent confrontées à un phénomène d'hyperconcurrence [5] qui est caractérisée par une rivalité sans cesse croissante, sur un grand nombre de marchés. Elles sont donc obligées de se tourner vers la production, la diffusion et l'utilisation du savoir, ce qui accroît leur dépendance aux nouvelles technologies, aux résultats de la recherche, aux connaissances et aux compétences [6]. Ceci dit, la capacité à utiliser conjointement les connaissances, les qualifications et les compétences devient le facteur clé de la compétition. « Les États qui gagneront la guerre des cerveaux disposeront d'un avantage compétitif immense dans l'économie de l'innovation<sup>16</sup>. »

Vouloir sauter dans l'arène de la compétitivité des nations exige de faire de l'attractivité de l'économie la principale préoccupation. Donc, les facteurs de croissance ne doivent plus être exogènes, comme l'emplacement géographique ou la richesse en ressources naturelles, mais des facteurs qui peuvent être influencés par les politiques publiques [7] : capital humain, infrastructures, efforts d'innovation, économies d'échelle et d'agglomération, etc. Ces facteurs vont favoriser l'attrait du pays pour les investissements directs étrangers, ce qui va conduire les entreprises multinationales sur la voie de la recherche du profit maximum au détriment des pays en voie de développement. En effet, l'attraction d'investir dans les pays à bas salaires s'est accrue entre les années 1980 et 1990, dans le domaine du textile et de l'électronique. Cela a rapidement attiré le domaine des services et fait émerger deux géants démographiques. La Chine est devenue une puissance mondiale dans le commerce des produits manufacturés et s'aventure aujourd'hui dans des secteurs à plus forte intensité technologique, comme l'Inde le fait dans le domaine des services informatiques. Pourtant, ce sont les marchés nord-américains et européens qui ont permis l'émergence de ces deux géants sur le marché international. En cherchant à tirer profit d'une main-d'œuvre abondante, qualifiée et bon marché, les pays occidentaux ont fait surgir deux géants qui deviennent des concurrents économiques redoutables et dont on ne peut se passer. « Les États-Unis devraient céder leur place à la Chine qui deviendra ainsi la première puissance économique du monde, dès 2016, et ils seront également dépassés par l'Inde à plus long terme. Le PIB cumulé des deux géants asiatiques dépassera bientôt celui de l'ensemble des économies du G7<sup>17</sup>. »

#### 5. SE SERVIR DE LA MONDIALISATION POUR SORTIR DE LA PAUVRETÉ

Pendant que les risques et incertitudes des effets négatifs de la mondialisation continuent de peser lourdement sur l'économie

13. Le Monde.fr, 11 octobre 2012.

14. J.-Y. Huwart et L. Verdier, *op. cit.*, p. 29.

15. J.-Y. Huwart et L. Verdier, *op. cit.*, p. 22.

16. J.-Y. Huwart et L. Verdier, *op. cit.*, p. 72.

17. OCDE (2012). « L'équilibre entre les puissances économiques mondiales va profondément se modifier au cours des 50 prochaines années, selon l'OCDE », *Salle de presse*, <http://www.oecd.org/fr/presse/lequilibreentrelespuissanceseconomiquesmondialesvaprofondementsemodifieraucoursdes50prochainesanneesselonocde.htm> (consulté le 17 décembre 2012).

des pays occidentaux, les pays émergents comme la Chine et l'Inde tirent tranquillement leur épingle du jeu pour sortir de la pauvreté. Cela s'explique par leur changement de stratégie et la nouvelle façon de percevoir la mondialisation. Pendant la dernière décennie, selon Syed et Walsh, la Chine et l'Inde figuraient parmi les économies les plus dynamiques de la planète et, depuis 1995, « le revenu moyen a presque décuplé en Chine et il a quasiment quadruplé en Inde<sup>18</sup> ». Malgré des systèmes politiques et économiques très différents, ces deux pays ont permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté.

Pourtant, vers le milieu des années 1970, la Chine pratiquait une économie fermée. « En 1970, l'Afrique abritait 11 % des pauvres de la planète, contre 76 % en Asie. En moins de 30 ans, le rapport s'est totalement inversé<sup>19</sup>. » En effet, depuis le début de la réforme en 1978, les gouvernements successifs avaient compris qu'ils pouvaient transformer leurs inquiétudes face à la mondialisation en opportunités et décidaient d'ouvrir les frontières au commerce international et aux investissements directs étrangers. On peut comprendre combien il est important et même nécessaire pour la Chine de s'organiser autour de l'ouverture au commerce international et des entrées d'IDE. Cette politique permet, d'une part, de stimuler l'économie locale et, d'autre part, d'inciter la concurrence intérieure à l'innovation, entraînant ainsi une meilleure productivité, une offre de biens et services plus abondante et variée, une augmentation du pouvoir d'achat, des prix à la baisse pour les consommateurs et une affectation plus efficiente des ressources [8] aux activités les plus productives. « Les flux d'investissement direct étranger (IDE) vers la Chine ont atteint plus de 150 milliards de dollars pendant les cinq dernières années<sup>20</sup>. » Selon ces mêmes auteurs, la réforme de la Chine a commencé dans les campagnes. En effet, jusqu'en 1978, les paysans, qui représentaient 80 % de la population, étaient soumis à des conditions de vie difficiles dans les fermes collectives. À partir de cette époque, les terres communales ont commencé à être louées aux ménages qui pouvaient choisir leurs cultures et vendre sur le marché libre la production dépassant le quota à verser à l'État. Ces réformes agraires ont augmenté la productivité agricole et permis à des pans entiers de l'activité économique et de la main-d'œuvre de sortir de la planification centralisée pour passer à la production industrielle. De là, elles ont provoqué les changements qui ont abouti à la transformation économique de la Chine. Et, au milieu des années 1990, les réformes des entreprises d'État ont libéré le potentiel de croissance tout en exonérant ces sociétés de leurs responsabilités sociales et en leur permettant d'investir dans les nouvelles technologies et de prospecter des marchés. De cette façon et avec l'aide de l'État, les entreprises exportatrices ont appris à devenir performantes sur le marché mondial. C'est

à partir de ce parcours que la Chine a réussi à mobiliser son excès de main-d'œuvre dans le système mondial de production et ainsi devenir l'atelier de production du monde. « Cette stratégie a permis à plus de 400 millions de personnes d'échapper à la pauvreté<sup>21</sup>. »

L'Inde est un autre exemple convaincant des bienfaits de la mondialisation. Pendant longtemps, les gouvernements indiens ont appliqué une stratégie de développement économique protectionniste. De 1947 à 1980, la part de l'Inde dans les exportations mondiales des marchandises a diminué considérablement en passant de 2 % à 0,5 % [9]. Toutefois, les gouvernements ont décidé, à cette même époque, d'abandonner l'ancien modèle pour adopter une économie de marché et, au début des années 1990, cette tendance a pris son envol : réduction des taux d'imposition, élimination du système généralisé d'autorisations publiques, assouplissement des restrictions à l'encontre des investissements des grandes entreprises. De plus, les autorités ont réformé les marchés de capitaux, assaini les banques, abaissé les obstacles à l'entrée, réformé les marchés d'actions et mis en place de nouveaux organismes de tutelle. À des degrés divers, la libéralisation a touché la plupart des composantes de la politique économique, notamment la politique industrielle, la politique budgétaire, la réglementation des marchés de capitaux ainsi que le commerce et l'investissement étranger [10]. Ces réformes ont eu un impact majeur sur l'économie du pays. En effet, elles ont contribué, selon Syed et Walsh, à abaisser le taux national de pauvreté de 36 % à 22 % entre 1993 et 2009.

Selon Huwart et Verdier, le Bangladesh, l'Égypte, l'Indonésie, l'Iran, le Nigéria, le Vietnam, le Pakistan et les Philippines connaissent tous une dynamique comparable à celle du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine (BRIC) et pourraient prendre le relais de la croissance mondiale dans les années à venir. Ces pays ont tous en commun la dynamique de leur démographie et des coûts de main-d'œuvre faibles. Ces dernières années, ils ont tous connu une forte croissance du fait de leur récent pouvoir d'attraction sur les multinationales des pays du Nord. Vu qu'en Chine, en Inde ou en Europe de l'Est, les coûts de production augmentent, les entreprises multinationales des pays du Nord sont à la recherche d'autres eldorados à faibles coûts de main-d'œuvre pour maximiser leurs profits. Rappelons qu'à ce jour, selon l'Organisation internationale du travail (OIT), « il existe près de 50 000 entreprises multinationales avec 450 000 succursales qui emploient plus de 200 millions de personnes à travers le monde. Leur impact se fait sentir dans pratiquement tous les domaines de l'industrie, du commerce, des services et du monde des affaires<sup>22</sup> ».

C'est dans cette même optique que le Cambodge a ouvert ses frontières. Selon Sok Siphana, secrétaire d'État au commerce ►

18. M. Syed et P. J. Walsh. « Le tigre et le dragon : L'Inde et la Chine peuvent beaucoup apprendre l'une de l'autre dans la poursuite de leur développement », *Finances & Développement*, Fonds monétaire international, septembre 2012, vol. 49, n° 3, p. 36.

19. J.-Y. Huwart et L. Verdier, *op. cit.*, p. 87.

20. M. Syed et P. J. Walsh, *op. cit.*, p. 37.

21. M. Syed et P. J. Walsh, *op. cit.*, p. 38.

22. Organisation internationale du travail, « Entreprises multinationales », <http://www.ilo.org/global/topics/employment-promotion/multinational-enterprises/lang--fr/index.htm> (consulté le 28 janvier 2013).

du Cambodge, le pays a su jouer ses cartes et réussi à faire en sorte que son adhésion à l'OMC (13 octobre 2004) « favorise et renforce sa propre stratégie de développement ouvert sur l'extérieur<sup>23</sup> ». Cette adhésion offre à 12 millions de Cambodgiens un accès sûr, prévisible et non discriminatoire aux marchés de ses 147 partenaires. Concrètement, ce pas décisif et déterminé est en train de modifier la façon de mener les activités économiques au Cambodge.

Cependant, on ne doit pas ignorer que l'ouverture des frontières au commerce international, aux IDE, peut aussi être une source d'instabilité. « L'IDE n'a pas toujours des effets positifs sur le développement. Il peut aussi lui porter préjudice. Aussi, pour que l'investissement profite au développement, il faut non seulement disposer d'un cadre directif propice où les règles relatives à l'entrée et à l'activité des investisseurs étrangers sont claires et transparentes, mais aussi où la réglementation permet de réduire au minimum les risques liés à l'investissement<sup>24</sup>. » Effectivement, ce ne sont pas tous les pays en développement qui ont bénéficié de l'ouverture de leurs frontières. Il y a des risques à encourir, parmi lesquels la déstabilisation sociale. Selon Rubens Ricupero, ancien ministre des Finances brésilien, « à maintes reprises, on a pu constater, dans les économies africaines et latino-américaines où la libéralisation rapide du commerce ne s'est pas accompagnée d'un renforcement des dispositifs de protection sociale, des bouleversements passagers ou plus durables du marché de l'emploi<sup>25</sup> ». Il déclare que, pour se mettre à l'abri, « les États-Unis ont toujours conservé, depuis la présidence de John F. Kennedy il y a plus de 40 ans, une loi sur l'ajustement commercial qui vise à compléter les grandes négociations. Dans sa version la plus récente, adoptée en 2002 en même temps que le mandat de négociation accélérée des accords commerciaux, cette loi consacrait des millions de dollars au recyclage, à l'éducation, à l'assurance santé et aux retraites. Si l'économie la plus compétitive au monde considère l'ajustement comme un outil indispensable de la libéralisation des échanges, la communauté internationale ne serait-elle pas fondée à envisager un programme comparable d'aide multilatérale pour les pays qui ne disposent pas de moyens financiers suffisants<sup>26</sup>? »

Si, pour certains pays, les résultats de l'ouverture de leurs frontières sont plus que bénéfiques, pour d'autres, leur situation semble détériorée, voire fragilisée. En effet, Watkins a fait le constat suivant en 2002 : « La situation de l'Amérique latine est frappante. Les gouvernements nationaux y ont libéralisé les importations beaucoup plus rapidement que dans toute

autre région, faisant de leurs pays des modèles d'ouverture. Les rendements en termes de réduction de la pauvreté ont été épouvantables. À la fin des années 90, le nombre de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté de 1 dollar par jour avait augmenté de quelque 15 millions par rapport à 1987<sup>27</sup>. » Donc, on peut clairement comprendre que le fait d'accueillir des entreprises multinationales n'est pas une garantie pour tirer avantage de la mondialisation et sortir de la pauvreté. Selon une étude de l'OCDE réalisée en 2008 et intitulée *L'impact social de l'IDE*, les activités des entreprises multinationales sont parfois très critiquées et suscitent même beaucoup d'inquiétudes dans l'opinion publique. On les accuse de concurrence déloyale parce qu'elles profitent d'une main-d'œuvre bon marché et de mauvaises conditions de travail. De plus, elles sont accusées de violer les droits de l'homme et les droits des travailleurs dans les pays où les autorités ne font pas respecter ces droits. Ce qui prouve, une fois de plus, la nécessité de faire coïncider l'ouverture des frontières au commerce international avec les politiques de l'IDE et l'évolution de l'économie nationale. Toutefois, nous restons convaincus que l'IDE contribue davantage, dans les économies des pays émergents et en développement, à la création d'emplois de qualité offrant de meilleures rémunérations ou de meilleures conditions de travail et à l'introduction de techniques modernes de production et de gestion qu'à un accroissement de l'aide. Toujours d'après l'étude de l'OCDE, ce sont ces avantages qui poussent les gouvernements à mettre en place des politiques destinées à attirer les IDE.

« Les entrées d'IDE ont augmenté en 2011 pour toutes les grandes catégories d'économies. Les flux vers les pays développés, en hausse de 21 %, se sont élevés à 748 milliards de dollars. Dans les pays en développement, les entrées d'IDE, en progression de 11 %, ont atteint le montant record de 684 milliards de dollars. Dans les pays en transition, la progression a été de 25 %, pour un montant de 92 milliards de dollars. Les pays en développement et les pays en transition ont représenté 45 % et 6 % de l'IDE mondial, respectivement. D'après les projections de la CNUCED, ces pays devraient conserver leur niveau élevé d'investissement au cours des trois prochaines années<sup>28</sup>. »

Cependant, comme l'a souligné Françoise Nicolas, les pays d'accueil doivent impérativement posséder un niveau minimum de développement des ressources humaines et des capacités technologiques, afin d'assurer l'absorption des technologies importées. De plus, un certain niveau d'interventionnisme est nécessaire pour assurer les conditions de mise en place, dans le but de maximiser les bénéfices et diminuer les coûts de la mondialisation [11]. « Un pays seul ne peut bénéficier des flux commerciaux et de capitaux s'il n'a pas au préalable un niveau

23. Sok Siphana, « Les petits pays en développement ont-ils intérêt à s'intégrer au système commercial? », *Finances & Développement*, Fonds monétaire international, mars 2005, vol. 42, n° 1, p. 13.

24. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED, 2012). *Rapport sur l'investissement dans le monde*, Nations Unies, p. 38.

25. R. Ricupero et al., « Les petits pays en développement ont-ils intérêt à s'intégrer au système commercial? », *Finances & Développement*, Fonds monétaire international, mars 2005, vol. 42, n° 1, p. 11.

26. *Ibid.*

27. K. Watkins, « Face à face : Que la mondialisation profite aux pauvres », *Finances & Développement*, Fonds monétaire international, mars 2002, vol. 39, n° 1, p. 25.

28. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *op. cit.*, p. vi.

minimum de capacité institutionnelle et de capital humain. À défaut, l'ouverture engendre une instabilité accrue associée aux politiques les plus libérales<sup>29</sup>. » Il n'existe pas de recette universelle miracle quant à la meilleure approche de la libéralisation des échanges, mais il serait imprudent d'appliquer le modèle standard de développement imposé par les gouvernements des pays occidentaux, les entreprises multinationales ou les organismes multilatéraux de contrôle tels que le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC, etc. Ceci étant dit, la mondialisation peut être favorable au développement, dans la mesure où toutes les conditions politiques, en ce qui a trait à l'ouverture des frontières au commerce international, aux politiques de l'IDE et à l'évolution de l'économie nationale, sont réunies. « La libération précipitée des capitaux, sans la mise en place de mécanismes de contrôle et de régulation et sans réforme des banques, s'apparente à un capitalisme financier impétueux et fonceur. Elle peut faire courir aux États-nations le risque sérieux de sorties massives des fonds à capitaux à court terme sous l'effet de la panique, qui feraient tomber en chute libre leur économie<sup>30</sup>. » En d'autres termes, comme l'a souligné Ricupero, il est du ressort des pays d'accueil de formuler leurs propres stratégies de négociation en fonction des avantages compétitifs qu'ils peuvent avoir et de leurs capacités à offrir certains produits.

Comme on peut le constater, le pays d'accueil doit non seulement disposer des ressources humaines et physiques en savoir-faire, en capital et en infrastructures (réseau téléphonique, électrique, routier, portuaire, etc.), mais il doit offrir également une parfaite stabilité des institutions publiques tout en garantissant un climat d'investissement propice, dans le but d'attirer à la fois des investisseurs étrangers et nationaux. De plus, l'État doit instituer une vision nationale, qui est de promouvoir l'ouverture des frontières au commerce international, et qui est partagée par tous les acteurs (élimination des barrières à l'entrée, réforme des marchés de capitaux, assainissement des banques, réduction des obstacles au commerce et à l'investissement direct étranger, etc.). D'entrée de jeu, le tout doit s'intégrer dans un cadre de transparence et de bonne gouvernance, afin de créer un environnement de confiance. « On ne se développe pas durablement en s'ouvrant du jour au lendemain au commerce international. Les pays qui s'ouvrent au commerce sans avoir une certaine base économique nationale au préalable ont en général de moindres performances à long terme<sup>31</sup>. »

Puisque le centre de gravité de l'emploi s'est déplacé vers des postes à haute teneur en connaissance [12] l'État doit instaurer la scolarisation primaire obligatoire pour tous, et elle doit être universelle et gratuite. « L'éducation primaire, si elle réussit, donnera à toute une génération les compétences nécessaires

pour augmenter la productivité<sup>32</sup>. » Pour y arriver, l'État doit investir de façon constante dans un système d'éducation de qualité, ainsi que dans la formation et l'enseignement supérieur, la recherche fondamentale dans les universités locales et la recherche appliquée pour assurer une offre suffisante de main-d'œuvre qualifiée, instruite, motivée et flexible. Comme l'a souligné Lionel Jospin, ancien premier ministre français, lors d'un discours à Matignon, le 24 juillet 1997 : « La compétition économique de demain sera une bataille de la création et de l'invention. Notre insertion dans la compétition internationale reposera de plus en plus sur notre capacité d'innovation et de recherche et sur la qualité de notre éducation et de notre formation. » De plus, l'État doit élaborer une politique nationale de développement socioéconomique visant l'éradication de la pauvreté et le développement de l'être humain. Donc, les stratégies formulées pour atteindre ces objectifs doivent être mises au cœur de la politique économique. Ceci dit, il doit instituer des programmes appropriés au niveau macro-économique qui contribueront à donner de la valeur ajoutée à la production nationale, ce qui lui permettra de soutenir et de réguler l'activité économique. Ensuite, l'État doit mettre en place un environnement compétitif national étant donné que « la meilleure façon d'aider à maximiser la prospérité d'une société consiste à protéger la concurrence et le processus concurrentiel, et non pas les concurrents<sup>33</sup>. » En d'autres termes, l'État doit maintenir une assistance ciblée envers les pôles de compétences tout en leur portant un soutien financier, afin de promouvoir le développement régional ou de surmonter les défaillances des marchés [13]. Toutefois, selon Demers et Hafsi, « cette concurrence doit être "gérée" pour éviter les abus de la domination par les plus forts. Cependant, une fois que la concurrence est globale, la logique d'ensemble n'est plus sous le contrôle direct d'un seul gouvernement<sup>34</sup>. » L'inverse peut aussi être catastrophique si les marchés sont trop protégés. Ils deviennent alors moins compétitifs. Le cas de l'Italie ou du Japon manifeste bien cette réalité où certains secteurs sont affaiblis et se retrouvent à la traîne par rapport aux normes de qualité internationale, pendant que les autres sont hautement compétitifs sur les marchés mondiaux [14]. Si l'objectif d'une stratégie de la compétitivité est d'améliorer ou encore de renforcer la position structurelle du pays dans l'économie mondiale, l'État doit non seulement inciter les entreprises à se perfectionner dans leur champ d'activité, mais aussi les aider à développer d'autres savoir-faire et des activités à forte intensité de capital [15]. « Il faut que les pays en développement puissent grimper dans la chaîne de valeur au lieu ►

29. J.-Y. Huwart et L. Verdier, *op. cit.*, p. 95.

30. J. Bhagwati (2010). *Plaidoyer pour la mondialisation*, Paris, Odile Jacob, p. 33-34.

31. J.-Y. Huwart et L. Verdier, *op. cit.*, p. 93.

32. D. Sankar *et al.*, « La révolution silencieuse : comment l'Inde instaure l'éducation primaire universelle », *Finances & Développement*, Fonds monétaire international, juin 2005, vol. 42, n° 2, p. 29.

33. La commissaire de la concurrence (2008). Mémoire présenté au groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence, Bureau de la concurrence (Canada), p. 2.

34. C. Demers et T. Hafsi, « La compétitivité et la nation : jeux dominants et jeux périphériques », *Revue Internationale de Gestion*, automne 1993, vol. 18, n° 3, p. 48.

d'être cantonnés à la production de biens à faible valeur ajoutée<sup>35</sup>. » Un exemple concret est la production de l'iPod :

« Les conditions encadrant l'investissement dans l'économie du savoir détermineront sans doute la capacité des pays à se hisser dans les segments à forte valeur ajoutée des différentes branches. Ainsi, en 2006, la production de l'iPod occupait 41 000 personnes, dont 27 000 en dehors des États-Unis et 14 000 dans le pays. Or, s'agissant des revenus, le rapport était inversé, les employés américains chargés de la conception, de la recherche et développement (R&D), des logiciels et du marketing ayant gagné au total 753 millions de dollars, contre 318 millions pour ceux travaillant à l'étranger<sup>36</sup>. »

De plus, l'État doit élaborer des programmes de mesures d'incitation à la création d'entreprises tout en adoptant des réformes qui visent à soutenir la croissance économique, puisque cette dernière est une condition nécessaire et indispensable à la lutte contre la pauvreté [16]. « Il est important d'élaborer des politiques qui mettent l'investissement au service du renforcement des capacités productives et de la compétitivité internationale, en particulier lorsque cet investissement est destiné à jouer un rôle central dans la modernisation de l'outil industriel et la transformation structurelle des pays en développement<sup>37</sup>. » Cependant, les récentes leçons tirées de la crise financière et économique de 2008 nous montrent qu'il serait imprudent de laisser reposer la croissance sur les exportations, vu les risques existants dans cette économie mondialisée. Ceci dit, la demande intérieure doit être forte pour pallier les déséquilibres du marché international. « Des politiques visant à intégrer les technologies de l'information et de la communication (TIC), le capital humain, l'innovation et la création d'entreprises dans le processus de croissance, associées à des actions destinées à maîtriser l'inflation et à renforcer la concurrence, tout en contrôlant les finances publiques, sont vraisemblablement celles qui se révéleront les plus payantes à long terme<sup>38</sup>. » Il est tout aussi important d'instituer des politiques structurelles complémentaires, dans le but de créer des réseaux de fournisseurs de produits ou services, des sous-traitants et des activités connexes, des services d'aide aux PME et aux petites entreprises en matière de formation professionnelle et de technologie. La Corée du Sud en est un bon exemple. Le changement de cap effectué par les décideurs [17] au début des années 1960 a permis d'atteindre une prospérité enviable. En effet, « en 2011, le soutien public total aux PME s'élevait à plus de 8 milliards \$ US et le plan de soutien aux PME vise à soutenir 3 000 PME d'ici 2015<sup>39</sup>. » En ce qui concerne l'indice du coût de création d'une entreprise,

35. J.-Y. Huwart et L. Verdier, *op. cit.*, p. 95.

36. L'Observateur de l'OCDE, « L'industrie manufacturière créatrice de valeur et d'emplois », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 292 T3, Editions de l'OCDE, p. 7.

37. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *op. cit.*, p. 37.

38. OCDE (2001). *La nouvelle économie : mythe ou réalité ? Le rapport de l'OCDE sur la croissance*, Editions OCDE, p. 10.

39. DG Trésor (2012). *PEP Corée*.

la Corée du Sud est passée du 126<sup>e</sup> rang mondial en 2008 au 24<sup>e</sup> en 2011 et est désormais le leader mondial de la construction navale et le 5<sup>e</sup> constructeur automobile. « En 1960, le PIB par habitant de la Corée du Sud était inférieur à celui d'un pays d'Afrique subsaharienne. Moins d'un demi-siècle plus tard, l'un de ses fleurons, Samsung, s'affiche comme l'une des entreprises les plus dynamiques du globe, deuxième producteur mondial de téléphones portables, devant le fabricant américain Motorola<sup>40</sup>. »

La réussite des pays en voie de développement qui intègrent habilement la mondialisation est devenue une réalité palpable, surtout avec la montée fulgurante des pays de la région d'Asie. Ces nations ont utilisé le libre-échange comme tremplin pour inverser la domination économique des pays occidentaux et sortir tranquillement de la pauvreté avec une stature renforcée, tout en augmentant leur productivité locale et en réduisant les inégalités sociales. La voie de la réussite et du progrès est maintenant tracée, il ne reste aux plus sceptiques qu'à s'aligner ou à continuer à se marginaliser tout en subissant les effets négatifs de la mondialisation plutôt qu'à saisir cette opportunité d'évoluer au rythme de la transformation du village global. ■

### Remerciements

L'auteur tient à exprimer sa profonde gratitude à l'égard de M. Patrick Cavé, professionnel des finances, pour sa contribution au texte.

### BIBLIOGRAPHIE

1 WIKIPÉDIA (2012). « Pôle de compétitivité », *Wikipédia L'encyclopédie libre*, [http://fr.wikipedia.org/wiki/Cluster\\_\(%C3%A9conomie\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Cluster_(%C3%A9conomie)) (consulté le 27 décembre 2012).

2 L'OBSERVATEUR DE L'OCDE (2012). « L'industrie manufacturière créatrice de valeur et d'emplois », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 292 T3, p. 6.

3 KEELEY, Brian (2007). *Le capital humain : Comment le savoir détermine notre vie*, Les essentiels de l'OCDE, Éditions de l'OCDE, p. 40.

4 MAHBUBANI, K. (2012). « L'avènement du village planétaire : Connectivité tous azimuts », *Finances & Développement*, Fonds monétaire international, vol. 49, n° 3, p. 8.

5 D'AVENI, A. R. (1999). « L'ère de l'hyperconcurrence », *L'art de l'entreprise globale : guide de la mondialisation*, Paris, Village mondial, p. 42.

6 OCDE (2007). *L'enseignement supérieur et les régions*, p. 1.

7 OCDE (2011). *Perspectives régionales de l'OCDE 2011, Bâtir des régions solides pour une économie plus forte*, p. 4, <http://www.oecd.org/gov/regionaldevelopment/49258148.pdf>.

8 OCDE (2007). *Comment rester compétitif dans l'économie mondiale, Progresser dans la chaîne de valeur*, Éditions OCDE, p. 9.

9 OCDE (2011). *Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement : Inde 2009*, p. 22.

10 OCDE (2007). *Étude économique de l'Inde*.

11 NICOLAS, Françoise (2001). *Ramses*, p. 70.

12 DRUCKER, F. P. (1999). « Le savoir, nouveau défi pour l'entreprise », *L'Expansion Management Review*, mars, p. 52.

13 L'OBSERVATEUR DE L'OCDE (2012). « L'industrie manufacturière créatrice de valeur et d'emplois », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 292 T3, p. 9.

14 D'AVENI, A. R. (1999). « L'ère de l'hyperconcurrence », *L'art de l'entreprise globale : guide de la mondialisation*, Paris, Village mondial, p. 43.

40. J.-Y. Huwart et L. Verdier, *op. cit.*, p. 18.



**15** CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (CNUCED) (2003). *Amélioration de la compétitivité des PME par le renforcement des capacités productives*, Rapport du secrétariat de la CNUCED, 7<sup>e</sup> session, Genève, du 24 au 28 février, p. 8.

**16** DOLLAR, D., et A. KRAAY (2001). «Échanges, croissance et pauvreté », *Finances & Développement*, Fonds monétaire international, septembre 2001, vol. 38, n° 3, p. 16.

**17** OCDE (2012). *Études économiques de l'OCDE: Corée*, Éditions de l'OCDE, p. 18.

**Jacques Poulaille, MBA** est détenteur d'une maîtrise en administration des affaires de l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), d'une maîtrise en administration publique, spécialisation : Analyse et développement des organisations - Ecole nationale d'administration publique (ENAP-Montréal) et d'un baccalauréat en Science politique de l'UQAM. Il a travaillé pour le Conseil du Trésor du Québec – Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec, dans le cadre du Programme d'intégration des diplômés. Il a enseigné la gestion à l'Université Quisqueya d'Haïti de 2002 à 2010. Passionné du marketing, il a publié dans la Revue internationale de Gestion des Hautes Etudes Commerciales (HEC) de Montréal/Cairn.info. Depuis quelques années, il évolue comme consultant . [jacquespoulaille@hotmail.com](mailto:jacquespoulaille@hotmail.com)

